



CHAPITRE 164

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

CHAPTER 164

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Saint-Vincent-de-Paul, in the county of Laval

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, ont, par leur pétition, représenté qu'il était à propos et dans l'intérêt public d'obtenir certains pouvoirs spéciaux;

Attendu qu'il y aurait lieu d'accorder aux commissaires une indemnité à titre de dépenses inhérentes à leurs charges respectives, en sus des frais de voyage et de représentation, vu le temps et le travail qu'ils sont maintenant obligés de fournir à la suite du développement considérable de la municipalité scolaire administrée par lesdits commissaires;

Attendu que les commissaires sont d'avis qu'il y aurait lieu de leur accorder l'autorisation de changer de fonction pédagogique, de classe ou d'école, un instituteur ou une institutrice, en tout temps durant l'année scolaire, pourvu que son traitement ne soit pas réduit, vu le problème posé par le nombre croissant des écoles, la répartition et le classement des élèves;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Allocations.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul,

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of Saint-Vincent-de-Paul, in the county of Laval, have, by their petition, represented that it is expedient and in the public interest to obtain certain special powers;

Whereas it would be advisable to grant the commissioners an indemnity for expenses inherent in their respective offices, in addition to travelling and entertainment expenses, in view of the time and work which they are now obliged to contribute in consequence of the considerable development of the school municipality administered by the said commissioners;

Whereas the commissioners are of opinion that it would be advisable to authorize them to transfer any teacher to other pedagogic duties or to another class or school provided his or her salary be not reduced, in view of the problem presented by the increasing number of schools and the distribution and classification of pupils;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Allowances.

1. The school commissioners for the municipality of Saint-Vincent-de-Paul, in

dans le comté de Laval, sont autorisés à payer annuellement, à compter du premier novembre 1958, une somme n'excédant pas six cents (\$600.00) dollars au président de ladite corporation, et une somme n'excédant pas trois cents (\$300.00) dollars à chacun des autres commissaires qui en font partie, à titre de dépenses inhérentes à leurs charges respectives, en sus des frais de voyages et de représentation.

the county of Laval, are authorized to pay annually, from and after the first of November 1958, a sum not exceeding six hundred (\$600.00) dollars to the chairman of the said corporation, and a sum not exceeding three hundred (\$300.00) dollars to each of the other commissioners thereof, for expenses inherent in their respective offices, in addition to travelling and entertainment expenses.

Change-
ment de
fonction
d'institu-
teur.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), les commissaires auront la faculté, en tout temps durant l'année scolaire, de changer de fonction pédagogique, de classe ou d'école, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit à la suite de ce changement.

2. Notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59), the commissioners shall have the right, at any time during the school year, to transfer any teacher to other pedagogic duties or to another class or school provided his or her salary be not reduced in consequence of such change.

Change of
office of
teacher.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.